



**PREFECTURE  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°78-2023-389

PUBLIÉ LE 6 DÉCEMBRE 2023

# Sommaire

## ARS / Département autonomie

78-2023-11-09-00012 - Arrêté n°2023-276 SAMSAH Les Canotiers (4 pages)	Page 3
78-2023-11-08-00011 - SESSAD ANDRE LARCHER (4 pages)	Page 8
78-2023-09-01-00022 - SESSAD SIAM APAJH (5 pages)	Page 13

## ARS / Direction

78-2023-11-10-00015 - Délégation de signature 2023-029_Responsable de département (3 pages)	Page 19
---	---------

## DDFIP / Secrétariat

78-2023-12-01-00010 - Délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux fiscal du responsable du service des impôts des entreprises de Mantes-la-Jolie ?? (2 pages)	Page 23
--	---------

## DDT / SHRU

78-2023-12-06-00003 - Arrêté portant résiliation de la convention ANAH n° 78/1/02.2000/80 - 429/1/1484 relative à 4 logements situés 16, rue de la salle à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) (1 page)	Page 26
78-2023-12-06-00002 - Arrêté portant résiliation de la convention ANAH n° 78/1/101999/80 - 429/1/1449 relative à 6 logements situés 6, avenue du Général Leclerc à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) (1 page)	Page 28

## Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports /

78-2023-12-06-00001 - arrêté préfectoral de mise en demeure de la société SCI de l'Europe concernant les installations exploitées à Porcheville (78440) 20 rue des Grésillons (5 pages)	Page 30
78-2023-12-04-00010 - Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires envers la société "Carrière de la Grande Arche" à Achères (9 pages)	Page 36

## DRAC /

78-2023-12-04-00011 - Arrêté approuvant l'autorisation spéciale de travaux concernant l'installation de deux postes de livraison électrique le long de l'ancienne route départementale 7, sur le bas-côté longeant le mur de Gally, dans le cadre des jeux olympiques et Paralympiques à Saint-Cyr-l'Ecole. (3 pages)	Page 46
---	---------

## Préfecture des Yvelines / DRCT

78-2023-12-06-00004 - Arrêté inter-préfectoral constatant la modification des statuts de Seine-et-Yvelines Numérique (27 pages)	Page 50
---	---------

## Préfecture de Police de Paris / Cabinet

78-2023-12-05-00008 - ?? Rectificatif dans les arrêtés susmentionnés : Au lieu de « R. 2251-53 », lire « R.* 2250-2 ».???? (1 page)	Page 78
---	---------

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2023-12-04-00010

Arrêté préfectoral de prescriptions  
complémentaires envers la société "Carrière de  
la Grande Arche" à Achères



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

**Unité départementale des Yvelines**

## **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

### **SOCIÉTÉ « CARRIÈRE DE LA GRANDE ARCHE » ACHÈRES (78 260)**

Le Préfet des Yvelines,  
Officier de la Légion d'Honneur

Commandeur de l'Ordre National du Mérite

**Vu** le Code de l'Environnement,

**Vu** le décret du 4 avril 2018 portant nomination de Monsieur Jean-Jacques BROTON en qualité de Préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage de déchets inertes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°09-005 DDD du 13 janvier 2009 autorisant la société Carrière de la Grande Arche à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers alluvionnaires d'une superficie de 30 ha 14a et 33 ca du territoire de la commune d'Achères ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2017-44310 du 19 décembre 2017 autorisant la société Carrière de la Grande Arche à sortir temporairement les parcelles 264, 265, 266, et 267 d'une superficie totale de 15 001 m<sup>2</sup> du périmètre de la carrière de la commune d'Achères ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 17 juin 2020 modifiant le nivellement final et la localisation finale des terres potentiellement polluées ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°78-2021-05-28-00001 du 28 mai 2021 autorisant la société Carrière de la Grande Arche à prolonger son exploitation d'une année ;

1

**Vu** l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-04-00006 du 4 janvier 2022 autorisant la société Carrière de la Grande Arche à prolonger son exploitation d'une année, modifiant le phasage de l'exploitation et imposant des prescriptions complémentaires ;

**Vu** l'arrêté 78-2022-07-19-00003 du 19 juillet 2022 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°78-2023-09-01-00006 du 1<sup>er</sup> septembre 2023 autorisant la société Carrière de la Grande Arche à prolonger son exploitation d'une année ;

**Vu** la décision n°DRIEAT-IDF-2023-0957 du 8 novembre 2023 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

**Vu** la demande de modification des conditions d'exploitation déposée par la Société Carrière de la Grande Arche-en date du 2 décembre 2022 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du pétitionnaire en date du 5 septembre 2023 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées en date du 8 septembre 2023 ;

**Vu** l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) du 26 septembre 2023 ;

**Vu** les réponses apportées par l'exploitant par courriels en date du 13 novembre 2023 et du 20 novembre 2023 suite à la transmission du projet d'arrêté préfectoral complémentaire à l'issue de la CDNPS ;

**Vu** les plans transmis par l'exploitant par courriel du 20 novembre 2023 précisant les terrains concernés par la phase 11 d'exploitation qui se poursuivra jusqu'à échéance de fin 2026, ainsi que les terrains concernés par une libération anticipée par rapport à l'échéance de fin 2026 ;

**Considérant** que les modifications prévues n'engendrent pas de modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière, ni d'impact ou de risque supplémentaire pour l'environnement et la santé des populations, mais qu'elles nécessitent une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-005 DDD du 13 janvier 2009, modifié par arrêté préfectoral n°2017-44310 du 19 décembre 2017, arrêté préfectoral du 17 juin 2020, arrêté préfectoral n°78-2021-05-28-00001 du 28 mai 2021, arrêté préfectoral n°78-2022-01-04-00006 du 4 janvier 2022 et arrêté préfectoral complémentaire n°78-2023-09-01-00006 du 1<sup>er</sup> septembre 2023 ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la Préfecture :

### **Arrête**

#### **ARTICLE 1 – RESPECT DES PRESCRIPTIONS**

La société Carrière de la Grande Arche dont le siège social est situé 1 rue de Folenrue à VERNON (27 200) est autorisée, à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur le territoire de la commune d'Achères sous réserve du respect des prescriptions des articles suivants.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des arrêtés préfectoraux antérieurs.

#### **ARTICLE 2 – CLASSEMENT AU TITRE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

L'exploitation de la carrière relève des rubriques de la nomenclature des installations classées conformément au tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Désignation de l'activité
2510-1	A	Carrière ou autre extraction de matériaux (exploitation de)	Extraction de sables et de graviers sur une superficie de 27 ha 54 a 98 ca pour une production maximale de 300 000 tonnes/an
2515-1-b	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW.	Installation de broyage, concassage, criblage d'une capacité de 200 kW
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .	Station de transit d'une surface de 9 900 m <sup>2</sup>

A : autorisation, D : déclaration

### **ARTICLE 3 – CONFORMITÉ AUX DOSSIERS**

Les prescriptions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article II-1. de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-005 DDD du 13 janvier 2009 sont remplacées par les prescriptions suivantes :

« En particulier, l'exploitation de la carrière est conduite conformément à l'étude d'impact et aux engagements contenus dans le dossier de demande d'autorisation du 1 juin 2007 complété le 19 décembre 2007 en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-005 DDD du 13 janvier 2009, de l'arrêté préfectoral complémentaires du 17 juin 2020, de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-04-00006 du 4 janvier 2022 et de l'arrêté préfectoral n°78-2023-09-01-00006 du 1<sup>er</sup> septembre 2023, à l'exception de la durée d'exploitation. »

### **ARTICLE 4 – PROLONGATION DE L'EXPLOITATION**

L'échéance du droit d'exploiter de la carrière sur la commune d'Achères par la société Carrière de la Grande Arche, spécifiée à l'article I-3 à l'alinéa «- durée d'autorisation : » de l'article I-3 de l'arrêté préfectoral n°09-005-DD du 13 janvier 2009, est prorogée jusqu'au 31 décembre 2026.

### **ARTICLE 5 – PHASAGE DE L'EXPLOITATION**

Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article III-11 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 09-005 DDD du 13 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation est réalisée en 11 phases conformément au plan de phasage joint en annexe. »

Les annexes de l'arrêté préfectoral d'autorisation 09-005 DDD du 13 janvier 2009 intitulées « Annexe : plan de phase » sont remplacées par l'annexe 1 du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 – ÉCHÉANCES**

Le périmètre de la carrière est divisé en deux zones tel que présenté en annexe 2 du présent arrêté :

- échéance au 31/12/2024 pour la zone rouge ;
- échéance au 31/12/2026 pour la zone verte.

Une procédure de cessation partielle d'activité sera réalisée pour la libération des terrains de la zone rouge.

### **ARTICLE 7 – RÉINTRODUCTION DES PARCELLES TEMPORAIREMENT EXCLUES DU PÉRIMÈTRE D'AUTORISATION**

Les parcelles listées dans le tableau ci-dessous sont réintégrées au périmètre d'autorisation de la carrière :

Section	Parcelle n°	Lieu-dit	Superficie totale de la parcelle (m²)	Superficie qui avait temporairement été exclue du périmètre (m²)
AB	267 p	La petite Arche	26 359	7 109
	266 p		716	78
	265 p		31 529	3 163
	264 p		38 464	3 783
Total				14 133

## ARTICLE 8 – GARANTIES FINANCIÈRES

Les dispositions de l'article V-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-005 DDD du 13 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière jusqu'au terme de l'autorisation est de :

Période	Période 1 (0-5 ans)	Période 2 (6-10 ans)	Période 3 (11 <sup>ème</sup> , 12 <sup>ème</sup> et 13 <sup>ème</sup> année)
Montant en €	-	-	470 581,02
S1 (ha)	-	-	0,3
S2 (ha)	-	-	8,8
L (m)	-	-	854

CR (en €) : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;

$$CR = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

$$\alpha = \frac{Index}{Index0} \times \frac{1+TVAR}{1+TVA0} = 1,3655$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.



S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remise en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :                      C1 : 15 555 € / ha ;  
    C2 : 34 070 € / ha ;  
    C3 : 47 € / m ;

## **ARTICLE 9 – SANCTIONS**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

## **ARTICLE 10 – INFORMATION DES TIERS**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Achères où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

L'arrêté sera inséré dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, consultable sur le site Internet de la préfecture.

## **ARTICLE 11 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles :

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La juridiction administrative compétente pourra également être saisie au moyen de l'application Télérecours : <https://www.telerecours.fr/>

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

## **ARTICLE 12 – EXÉCUTION**

Le secrétariat général de la Préfecture, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire d'Achères, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement

de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la Société Carrière de la Grande Arche, sous pli recommandé avec avis de réception.

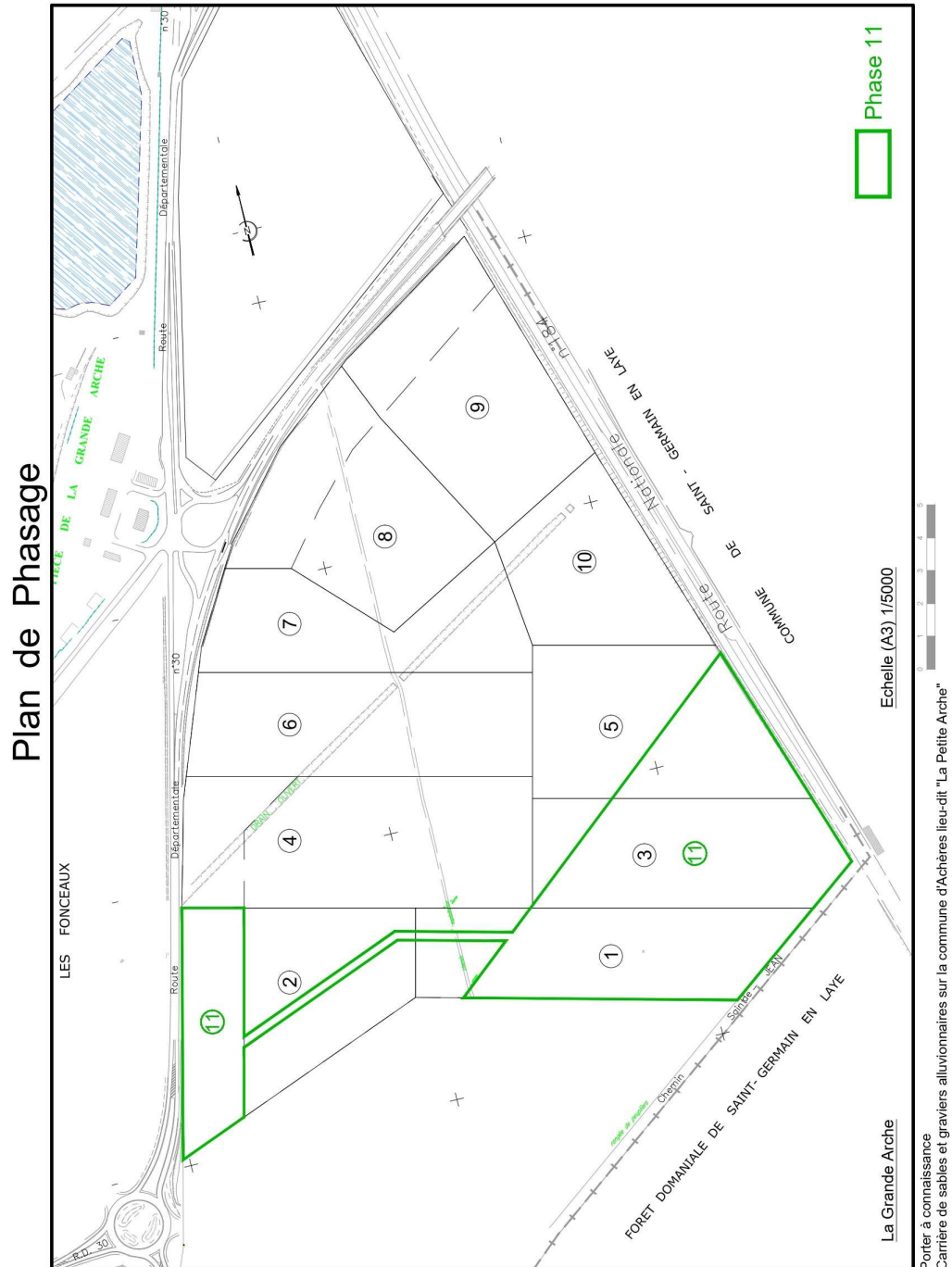
Fait à Versailles, le 04 décembre 2023

Le Préfet et par délégation  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
La chef de l'unité départementale



Delphine DUBOIS

## Annexe 1 : Plan de phasage de l'exploitation



Annexe 2 : Plan établissant les échéances

